



## Union Départementale cgt-Force Ouvrière de Maine et Loire

14 place Louis Imbach - 49100 ANGERS

Tél : 02 41 25 49 60 - fax : 02 41 25 49 61 - courriel : udfo49@force-ouvriere.fr

www.fo49.fr

---

### **Déclaration UD FO Mercredi 21 juillet 2021 Rassemblement devant la Préfecture**

Avant toute chose, nous nous félicitons de notre appel commun FO – CGT - SOLIDAIRES à nous réunir cet après-midi devant la préfecture au moment où le gouvernement a déposé en urgence, devant le parlement, un nouveau projet de loi liberticide intitulé « *relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire* ».

Après avoir mis en place la loi d'urgence sanitaire et ses mesures liberticides qu'elle contient (couvre-feu, confinement...) continuellement prolongée depuis plus d'un an ( et que le projet de loi veut repousser au mois de décembre), après avoir mis en place le fichage des syndicalistes, après avoir mis en place la loi de sécurité globale, le gouvernement ne compte pas en rester là, car nos libertés sont un obstacle à la poursuite de sa politique de destruction des droits individuels et collectifs.

AINSI, le 12 juillet, le président de la République s'est adressé à la population. Fort de l'appui de 3% des électeurs, score obtenu par ses candidats lors des élections régionales et départementales, il a déroulé une cohorte de nouvelles mesures liberticides, et projets de contre réformes qui sont autant de mesures autoritaires visant à terroriser la population et à pulvériser les droits des salariés.

Alors que les personnels soignants ont été laissés sans matériel de protection durant des semaines, qu'ils ont été contraints de venir travailler même lorsqu'ils étaient positifs au covid, qu'ils n'ont cessé de réclamer l'ouverture de lits et du personnel en nombre pour prendre en charge tous les patients, Macron annonce leur vaccination obligatoire et les menace à compter du 15 septembre de sanctions en suspendant leur salaire durant 2 mois pour ensuite procéder à leur licenciement. Aucun gouvernement n'avait jusqu'alors décidé de telles mesures aussi brutales qu'ignobles : du jamais vu.

Ce gouvernement de plus en plus rejeté, tente de leur fait porter la responsabilité de la contamination alors même qu'il a poursuivi les fermetures de lits durant la crise, pas moins de 1800 lits fermés depuis 18 mois, qu'il a empêché les personnes âgées d'être pris en charge dans les hôpitaux et qu'ils ont déprogrammé 900 mille opérations entre mars et décembre 2020. Suite à la fuite des personnels dont le gouvernement porte seul la responsabilité, rien que cet été sur le Maine-et-Loire, ce sont plus de 140 lits de soins de suite qui sont fermés sans garantie qu'ils rouvriront en septembre.

L' Union départementale Force ouvrière condamne cette destruction des capacités hospitalières mettant en danger la population et continueront d'apporter leur soutien aux soignants et poursuivront leur combat contre les fermetures de lits.

Le Président Macron a également décidé d'imposer le PASS sanitaire créant ainsi la France des vaccinés et celle des non vaccinés. Nous ne tomberons pas dans cette opération de division.

Nous dénonçons ces nouvelles mesures de restriction de nos libertés qu'il met en avant au nom de la crise COVID. Cette situation va encore peser un peu plus sur le secteur de la restauration, sur les bars, le secteur culturel déjà considérablement impacté depuis 18 mois, alors que d'ores et déjà des centaines de milliers de salariés ont perdu leur emploi et que d'autres sont encore en activité partielle. Ce PASS Sanitaire deviendrait un outil permettant les licenciements et les révocations.

Sans vergogne, il déclare que la réforme de l'assurance chômage sera mise en place dès le 1er octobre, car selon lui il faut "valoriser l'emploi" ! C'est ainsi que plus d'1 million de salariés se verront privés d'indemnisation ou subiront une importante diminution de celle-ci.

Il annonce vouloir poursuivre son projet de réforme des retraites : fin des régimes spéciaux, mise en place d'un système par point, âge légal de départ à 64 ans. Et il indique que les concertations s'ouvriront à l'automne avec les organisations syndicales... Concertations sur quoi ? Rien ne nous convient ! Il n'y a rien dans ce projet qui satisfasse nos revendications ! Nos demandes sont claires depuis 2019 et elles ne varieront pas : pas touche aux retraites ! C'est la revendication portée par l'intersyndicale FO, CGT, FSU, solidaire, et par les organisations de la jeunesse UNEF et UNL dans leur dernière déclaration sur cette question.

Ces derniers jours, des rassemblements ont eu lieu partout en France où plusieurs centaines de milliers de citoyens sont descendus spontanément dans la rue pour défendre les libertés qui ne cessent d'être attaquées par M. Macron et son gouvernement. C'est un signe qui ne trompe pas. Le rejet de cette politique anti sociale s'exprime partout.

L' Union Départementale FO ne taira pas les revendications, elle soutient tous les combats pour la défense des droits et acquis, pour nos libertés, pour nos droits à Travailler, pour nos droits à la Retraite pour nos droits à la Sécurité sociale. D'ailleurs, la Confédération Force Ouvrière a émis un avis défavorable au projet de loi liberticide relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire.

- Ne touchez pas aux libertés démocratiques !
- Retrait du projet de loi *relatif à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire* et de l'état d'urgence sanitaire.
- Retrait du projet de réforme des retraites
- Abrogation de la réforme de l'assurance chômage

Joël YQUEL

Secrétaire adjoint

UDFO 49